



17 octobre 2026

Explosion des colères

Les manifestations du 17 octobre ont mis encore plus de manifestants dans les rues, autour des exigences du mouvement des lycéens et lycéennes que toutes les manifestations antérieures. Ils et elles étaient encore très nombreux dans les manifestations, en colère contre les annonces mensongères et provocatrices, comme les 3000 recrutements de profs, les « moments d'écoute » dans les lycées, - alors que les milliers de pancartes ne cessent de rappeler les exigences et les attentes. Les étudiants sont de plus en plus nombreux à se mobiliser, pour pouvoir étudier, manger, se loger et trouver du travail.

Le 17 a agrégé les colères sociales accumulées dans de larges secteurs de la population qui vivent de plus en plus mal et qui entendent à longueur de journée qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat, que le gouvernement cherche des solutions... mais qu'il faut attendre... au moins jusqu'aux élections. C'est insupportable pour les millions de chômeurs, toujours plus nombreux, pour les ouvriers et les salariés dont les revenus ne cessent de baisser, dont les conditions de travail ne cessent de s'aggraver, pour les salariées du social, de l'aide à la personne, qui doivent payer pour travailler alors que les salaires sont gelés...

Tous ces secteurs ne supportent plus le mépris des gouvernants, Macron en tête, qui n'écoutent pas, ne répondent pas aux exigences vitales qui s'expriment depuis des mois, protègent les riches, les grandes entreprises, surtout celles de l'énergie et de l'armement, et qui envoient les forces de répression pour essayer d'étouffer chaque foyer de contestation.

Cette politique de répression brutale, systématique, a pris un caractère massif contre le mouvement des lycéens et lycéennes.

Le 17 en a été une nouvelle expression.

Le pouvoir, la droite et l'extrême droite et les grands médias veulent invisibiliser la profonde et puissante contestation sociale qui s'est exprimée partout, en mettant en avant les scènes de pillage de magasins, les envahissements de bâtiments publics, l'incendie d'une mairie...

Macron, Lecornu, Nunez et toute une série de dirigeants de droite et d'extrême droite veulent criminaliser toutes les forces politiques et sociales qui ne leur emboîtent pas le pas dans la défense inconditionnelle des forces de l'ordre, dans la condamnation de la violence de manifestants, évacuant au passage toutes les violences policières qui ont déjà provoqué plusieurs blessés graves, des mutilations de jeunes. Les menaces d'interdiction de manifestation ainsi que les appels à sanctionner, voire interdire les forces politiques et sociales qui y appelleraient, reviennent en force. Face à cette menace, la riposte doit être large et déterminée.

Macron et son gouvernement s'engagent dans une fuite en avant de la répression policière et judiciaire pour essayer d'intimider et de stopper la contestation sociale qui a déjà des rendez-vous.

La situation évolue vite. Des mobilisations du même type ont lieu en Italie, Espagne, Albanie, Belgique. Partout, les dirigeants répondent par la répression, qui radicalise les contestations sociales qui s'exprime dans la rue.

Nous appelons à travailler à l'enracinement et au renforcement de cette contestation, de masse, autour des exigences portées par les jeunes, le mouvement syndical, le mouvement qui lutte contre les causes du réchauffement climatique, le mouvement que dénonce la militarisation de la société

Paris, le 18 octobre 2026

Parti Communiste des Ouvriers de France